



Démocratie & Spiritualité
4-6, place de Valois
75001 PARIS

Tél./Fax : 01 70 22 64 96 (nouveau numéro)

email : info@democratie-spiritualite.org

Site : www.democratie-spiritualite.org

Lettre n°73 du 23 décembre 2008

L'agenda

L'éditorial

- Quelle éthique du débat dans les médias ?

Activités de l'association

- Elaboration d'un pacte civique
- Les défis agricoles africains

Prière pour la terre

Compte-rendu des Semaines Sociales

- Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés? - *Odile Guillaud*

Débat et libres opinions

- Il est urgent de sortir du théâtre politique - *Bernard Ginisty*
- Il est urgent de sortir du catastrophisme de certaines émissions TV – *Jean-Claude Devèze*
- Les associations de solidarité alertent l'opinion sur l'emploi – *Jean-Baptiste de Foucauld*

Informations diverses

L'Agenda

A Paris, 4 place de Valois

- **Jeudi 8 janvier à 18h30** : conseil d'administration de D&S
- **Mercredi 14 janvier à 18h** : réunion du groupe « Démocratie Valeur Spirituelle »
- **Mardi 20 janvier à 18h** : réunion du groupe « Pacte civique et exclusion »
- **Mercredi 4 février à 18h** : réunion du groupe « Démocratie Valeur Spirituelle »

A Paris au 104 rue de Vaugirard, en lien avec le Forum 104

- **Mercredi 28 Janvier à 20h** : " *A la découverte du judaïsme et de la diversité des juifs à travers l'itinéraire spirituel d'un juif* " avec Henri-Jack Henrion.

Éditorial

Quelle éthique du débat public dans les médias?

Face à la crise qui s'aggrave et qui révèle chaque jour davantage les errances d'une période ultra-libérale ainsi que l'incapacité de l'Etat providence à apporter des solutions à tous nos problèmes, il est nécessaire de pouvoir proposer des perspectives aux français et de contribuer à l'élaboration de solutions constructives qui nécessitera leur implication. Pour cela, il est important de débattre avec eux des défis à relever en s'appuyant sur les interventions de qualité de certains hommes politiques et sur les productions exemplaires de certains médias.

A l'heure où sont restructurés les grands équilibres de l'audiovisuel public, cette lettre aborde le problème de l'amélioration du débat public à travers deux articles. Le premier s'inquiète de la tendance de trop d'hommes politiques à « faire leur cinéma », ce qui stérilise le débat public sur les choix à faire pour relever les grands défis. Le second regrette que certains journalistes de télévision, préoccupés de l'audimat, donnent trop de place au sensationnel et aux catastrophes, et donc négligent la construction des dossiers nécessaires pour alimenter un débat de qualité.

Plus généralement le débat rationnel dont a besoin la vie démocratique est perturbé par la place prise par le spectaculaire, par l'immédiat, par l'émotif dans les médias. C'est en particulier le cas du royaume télévisé qui pousse plus à la passivité que l'écrit; Al Gore aborde ainsi ce problème : « *Le monde de la télévision prive virtuellement les citoyens de la participation à ce qui se passe pour une discussions nationale. Les individus reçoivent mais ne peuvent répondre. Ils absorbent mais ne peuvent partager. Ils entendent mais ne parlent pas.* »

D'où l'importance de réfléchir sur la façon dont les divers médias (radios, TV, presse, livres, internet, cinéma...) pourront mieux contribuer à un débat public de qualité et de favoriser les observatoires permettant d'apprécier leur apport aux grands débats en cours.

Activités de l'association

Elaboration d'un pacte civique

Le travail autour de l'élaboration d'un Pacte civique se poursuit, d'une part dans le cadre de la mobilisation de nouveaux partenaires, d'autre part au sein des ateliers. Ainsi un nouvel atelier (le 6ème) a commencé à travailler pour que des personnes en situation d'exclusion puissent participer à la construction du pacte civique. Lors de sa réunion du 9 décembre à laquelle participait ATD, SNC, le Secours Catholique et le Club de Budapest, deux pistes ont été ouvertes, l'une sur la participation des personnes exclues à la citoyenneté, l'autre sur ce qu'elles peuvent nous dire de la spiritualité. L'idée a été émise de les faire participer directement à la formulation des engagements du Pacte.

Rencontre-débat sur les défis agricoles africains

La rencontre-débat organisée au 104 le 17 décembre sur les *défis agricoles africains* a permis une confrontation entre les visions de deux agroéconomistes, Jean-Claude Devèze et Goura Bio Soulé ; elle a fait ressortir une forte inquiétude quant à l'absence de volonté politique de trop de leaders africains ne s'attaquant pas aux problèmes posés par l'avenir des agricultures familiales paysannes.

Spiritualité



D&S a participé aux **24 heures de prière pour la Terre** organisées les 15 et 16 décembre par le magazine *Prier* avec le Forum 104.

(Toutes les idées pour organiser de nouveaux temps de méditation sont les bienvenues.)

Voici les textes que HJ Henrion, M Bergheaud, MJ Jauze et JC Devèze ont proposé à la méditation :

Prière pour la Terre

Terre nourricière riche de diversité
Jusqu'au désert rayonne ta beauté
Et nous émerveille la splendeur de ta nature
Toi qui nous as enfantés d'entre les créatures
Puissions nous être dignes de ta générosité
Te rendre ton éclat et faire briller notre humanité

*Terre déracinée,
Abandonnée
Des eaux vives,
Viens te terrer dans la vague
De nos Ames
Terre violentée,
Viens retrouver ta féminité
Inassouvie,
Dans l'aube d'un nouveau jour
Qui se fait jour.*

*Terre déterrée,
Rampant
A fleur de terre
Viens au puits de l'arbre
Enraciné,
Retrouver ta force*

Des hommes de pouvoir, avides de profit et irresponsables
Déconnectés de leur lien profond avec la nature, et avec leurs semblables
Ont saccagé notre belle planète et continuent le désastre.

Pour un renversement, une conversion globale, il y a urgence !
Nous devons être innombrables, vigilants, conscients
De nos pensées, de nos paroles et de nos actes
Dans le respect amoureux de notre nature profonde
En harmonie avec la partie saine de notre terre
Afin qu'elle se régénère pour le bien de tous !

*Communauté des habitants de la terre
Aspirant à plus de communion avec notre terre
Contemplant ses fleurs comme ses immensités
Construisons ensemble une terre de fraternité
Porteuse de fruits pour nos communautés*

Compte-rendu des Semaines Sociales

Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ? (Lyon, 21-23 novembre 2008)

Odile Guillaud

Chaque année, les semaines sociales constituent un rendez-vous important pour beaucoup de chrétiens engagés. A partir des thèmes retenus, bien choisis et bien traités, des recommandations pertinentes sont émises. Reste à réfléchir comment leur donner une suite plus collective que l'utilisation par chacun de ce qu'il a retenu de ce qui vient de la tribune.

Est-il sujet plus proche des préoccupations de Démocratie & Spiritualité ? Belle occasion d'enrichir nos réflexions et d'alimenter nos débats sur les relations entre la démocratie et la spiritualité.

Impossible, cependant, de faire un compte rendu exhaustif de ces trois journées lyonnaises extrêmement denses. Les quelque 3000 participants réunis dans cette immense salle des congrès devront attendre les actes pour tirer les enseignements d'un tel rassemblement, et surtout pour en faire le bilan.

Difficile même de discerner le fil rouge et de dégager l'essentiel du message au milieu de ce foisonnement d'interventions.

A tel point que le Dimanche soir, rentrant à Paris, je me retrouve dans le TGV tout étourdie par ce tourbillon de conférences, de débats, de tables rondes, de rencontres et d'échanges trop rapides à la librairie ou autour des stands...

Que me reste-t-il finalement ? Un certain nombre de témoignages forts et originaux ...

Ainsi la sociologue Danièle Hervieu-Léger ouvre le débat et n'hésite pas à poser d'emblée la question brutale : les religions sont elles dangereuses ?

C'est presque incongru : il y a 20 ans, on se serait plutôt demandé si la religion n'était pas en train de disparaître ! Mais aujourd'hui on assiste au retour du religieux sur la scène publique et à une montée en puissance des intégrismes. Nos sociétés modernes présentent en effet toutes les conditions favorables au risque religieux, du fait des logiques de l'individuation en oeuvre, de l'affaiblissement des conditions de transmission, des déficits de repères, des évanouissements de l'espérance et du goût de l'avenir.

Alors, aux personnes cherchant à quoi se raccrocher, les religions apportent « clé en main » les solutions et les gratifications émotionnelles du partage et une puissante compensation face au désordre du présent. Alors que le projet démocratique s'affaiblit, le religieux pourrait tenter la conquête des esprits.

Mais alors quelles sont les voies possibles pour les religions ?

La voie de l'apaisement éthico-symbolique : se situer sur le terrain des valeurs et du symbole, du souci de l'autre et de la préservation de notre planète.

La voie mystique, encore plus exigeante : ce serait une relecture de notre humanité, une création continue de la tradition à partir du présent.

Malheureusement notre sociologue n'a plus le temps de clarifier cette notion de voie mystique que j'entrevois comme particulièrement riche et porteuse d'espérance....A chacun d'entre nous d'en explorer les perspectives.

Après l'exposé du théologien Bruno Marie Duffé, qui aborde la construction d'une religion autour des quatre piliers essentiels suivants,

- La mémoire des évènements fondateurs,
- Le lien communautaire,
- L'adhésion, la confiance, « le croire »,
- Une représentation commune de l'avenir,

nous voilà prêts à suivre la table ronde sur la place des religions dans la société avec l'islamologue Mustapha Chérif, Régina Azria, sociologue juive et le jésuite Paul Valadier.

Avec nos 5 millions de musulmans, nous sommes passés en France d'un Islam d'exilés à un Islam sédentaire avec toutes les questions que cela pose sur le voile, la formation des imams, etc. Ne s'agit il pas d'une religion nouvelle dans nos sociétés, peu habituelle dans l'univers des droits de l'homme ?

Mustapha Chérif invite surtout au discernement, à respecter la sécularité sans déshumaniser. « Seul le vrai islam qui est soumission à l'amour de Dieu peut barrer la route à l'anti-islam ».

C'est alors que Régina, toute délicatesse et subtilité, nous dévoile quelque chose de l'identité juive : diasporiques, minoritaires, les Juifs qui viennent de nulle part sont partout chez eux, et en même temps ils n'oublient jamais qu'ils peuvent rester ou redevenir des étrangers, que l'avenir de l'histoire est fragile. Le passé pour eux étant la persécution, ils ont une sensibilité à fleur de peau et le regard chargé d'attente. En tant que citoyenne et juive, Régina redoute la radicalisation religieuse au sein et autour d'Israël, ainsi que le conservatisme et le repli au détriment de l'impératif biblique de justice et d'amour.

Pour Paul Valadier, cette société sécularisée est une chance pour l'église qui, sans ambition de pouvoir, peut annoncer librement son message d'espérance et de liberté, prendre toute sa place dans le débat démocratique, participer à retisser les liens sociaux et les liens de citoyenneté.

Et l'Europe est elle une chance pour les religions ? Les religions sont elles une chance pour l'Europe ? Telle est la question posée à nos orateurs à la fin de cette table ronde : je retiendrai la réponse de Paul Valadier : nos églises ont su inspirer l'Europe (cf Robert Schumann), mais après l'utopie concrète (La Communauté Charbon Acier) nous manquons de souffle. Il faut dire à l'Europe : « Lève toi et marche »

Et l'interreligieux ? Et l'universel à l'épreuve du pluralisme ? Comment vivre le dialogue entre religions sans céder à la tentation du relativisme ?

Ce nouveau débat fait appel à Enzo Bianchi, théologien italien, et à Agnès von Kirchbach, pasteur.

Pour Enzo le pluralisme religieux n'est pas une abstraction. C'est la rencontre d'hommes et de femmes aux identités multiples. L'église doit alors se faire parole, message, conversation, écoute et pas endoctrinement dogmatique et moral. L'universel ? C'est la prise en charge de l'altérité.

Agnès, notre pasteur de l'Eglise réformée, nous propose les modèles suivants :

Ma religion contient toute la vérité de Dieu : les autres n'ont qu'à se convertir ;

Ma religion contient toute la vérité et les autres peuvent en prendre des bribes ;

Toutes les religions sont vraies en même temps ;

Toutes les religions contiennent quelque chose de la vérité de l'éternel, mais aussi une part d'ombre et de mal.

Ce dernier modèle est bien sûr le meilleur, mais aussi le plus inconfortable : il creuse la volonté de l'écoute et de la maturation. La limite de ce que nous sommes est une chance à laquelle Dieu nous invite pour apprendre quelque chose de sa grâce.

Passionnants, tous ces exposés, mais malgré les questions écrites acheminées tout au long des débats vers la tribune, il n'y a pas beaucoup d'interactivité.

Et dans les 6 ateliers proposés pour le Samedi après midi, il n'y a guère le moyen de s'exprimer : nous nous retrouvons à 300 dans l'atelier « éducation » dont l'expert n'est autre qu'Eric Vinson, rédacteur en chef de la revue Prier.

Après un apport trop théorique sur le fait religieux à l'école, l'application du rapport Debray et la formation des maîtres, on accueille avec joie les témoignages vivants d'une enseignante de Marseille et d'une mère d'élève musulmane.

La session ne pouvait se clore sans un dialogue avec les politiques et les autorités publiques ici représentées par Jacques Barrot (Commissaire Européen) et Elisabeth Guigou (député de la Seine Saint Denis). Cette dernière, évoquant Sœur Emmanuelle et les moines de Tiberine, voit dans l'apport des religions l'appel à l'amour, le respect de l'autre, le dépassement du matériel, la recherche de sens.

Ce dimanche après midi, après la conclusion de Jérôme Vignon, Président des Semaines Sociales, nous repartons persuadés que les Semaines Sociales ont quelque chose à dire et à faire dans ce moment neuf de l'histoire et que du nouveau peut se passer entre démocratie, société et religion.

Le message des Semaines Sociales, intitulé « Temps nouveaux pour religions et sociétés » peut être consulté sur www.ssf-fr.org.

Débats et libres opinions

Il est urgent de sortir du théâtre politique

Bernard Ginisty (Chronique hebdomadaire diffusée sur RCF Saône & Loire le 28/11/08)

Les péripéties vécues ces dernières semaines par le parti socialiste sont symptomatiques d'une crise qui traverse la vie politique de nos sociétés. S'il est de bon ton d'ironiser sur les mille et un rebondissements du feuilleton socialiste en vue d'élire son Premier Secrétaire, cela ne devrait pas faire oublier que le spectacle donné à droite ne vaut guère mieux. Un parti socialiste miné par des guerres de chapelle et un parti majoritaire dévoué

inconditionnellement à l'ego imprévisible du Président de la République traduisent, chacun, à leur façon, ce que j'appellerai une crise de la représentation.

Cette crise n'est pas seulement politique, mais d'abord et avant tout intellectuelle et communicationnelle. Nos hommes politiques ne sont pas pires qu'avant. Mais ils ont à affronter, et nous avec eux, une faillite de la représentation du fonctionnement des sociétés. Les discours ne sont plus en phase avec le réel. La juxtaposition des mœurs politiques partisans avec la crise économique et sociale qui s'aggrave rend ce déphasage encore plus criant.

Dès le début du XXème siècle, Charles Péguy, avec sa lucidité habituelle, avait pointé cette schizophrénie. Il distinguait, chez les militants des mouvements politiques et sociaux, ceux qu'il appelait les classiques soucieux de travail concret et les romantiques préoccupés de représentation. Il écrivait ceci à leur propos : « les romantiques et les classiques vivent partout ensemble, en bonne amitié, parce que les classiques sont bonne pâte, parce que les romantiques sont imposants, parce que les classiques ne demandent qu'à s'en laisser imposer ; tous les romantiques sont gouvernementaux, ministériels, étatistes, quand même ils font profession d'être antigouvernementaux ».

Cette cohabitation qui tisse la vie politique habituelle connaît des moments de crise majeure lorsque le discours des romantiques se trouve trop déconnecté de la vie des classiques. Péguy y voit une rupture grave : « Il y a peut-être, écrit-il, entre ces deux genres la plus profonde, et la plus grave des séparations contemporaines. Ceux qui aiment le travail sincère et ceux qui aiment les mensonges rituels des cultes romantiques sont peut-être séparés par le plus profond des dissentiments contemporains. (...) Déjà des présages laissent voir que les travailleurs sont las du gouvernement des théâtraux ». (1)

La médiatisation à outrance de la vie politique conduit ceux que Péguy appelle les « romantiques » à tenir constamment le devant de la scène. Ce phénomène dépasse largement notre pays comme l'analyse avec talent l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore, dans son dernier ouvrage au titre provocant, « La raison assiégée ». « La couverture des campagnes électorales, écrit-il, ne se focalise guère que sur la « course » entre les candidats. L'axiome bien connu qui préside aux journaux télévisés locaux est : « Plus ça saigne et plus ça paye ». (Ce à quoi certains journalistes désabusés ajoutent : « Plus tu penses et plus tu crains »)(2).

La refondation du travail politique passe aujourd'hui, entre autres, par l'engagement de tous ceux, employeurs ou salariés, qui luttent pour des activités économiques où le salarié ne se réduise pas à une variable d'ajustement, qui militent dans l'économie alternative et solidaire, dans l'exploration de nouveaux horizons de la culture ou encore dans les associations de solidarité avec les personnes vivant dans la précarité et l'exclusion. Il convient d'être attentif à ce qui fait sens, aux valeurs fondamentales, aux nouveaux modes de vie qui font que, malgré la crise, notre peuple tient encore debout. À partir de ces pratiques d'affrontement quotidien au réel pourra naître une représentation de la politique nationale et mondiale qui soit autre chose que les tics usés de ceux que Péguy appelle les « théâtraux ».

(1) **Charles Péguy** : *De Jean Coste* Oeuvres en prose complètes Tome 1 La Pléiade, éd. Gallimard, Paris 1987, p. 1015-1016

(2) **Al Gore** : *La raison assiégée* Editions du Seuil 2008, page 25

Il est urgent de sortir du catastrophisme de certaines émissions TV

Jean-Claude Devèze

Suivant de près les questions liées à l'agriculture et au développement en Afrique, j'ai été très attentif à la façon dont ARTE consacrait le 2 décembre de 21 à 23 heures un Thema intitulé « Vers un crash alimentaire », avec deux films et de brèves liaisons du présentateur.

Le premier, « Vers un crash alimentaire », s'interrogeait à juste titre sur les hausses récentes de prix des aliments et sur les émeutes de la faim qui en ont découlé dans certains pays pauvres. Il attirait par contre l'attention seulement sur certains facteurs expliquant cette hausse comme en Chine le manque d'eau à la suite de l'épuisement de nappes phréatiques et la diminution des terres cultivables à la suite de l'emprise croissante des villes; il ne distinguait malheureusement pas les facteurs conjoncturels comme les aléas climatiques et les facteurs structurels comme l'augmentation de la population mondiale. Il utilisait par ailleurs volontairement des hyperboles, certaines étant contestables comme l'affirmation que l'augmentation d'un degré de la température en Afrique y entraînerait 10% de réduction de la production vivrière alors que plus de chaleur sous les tropiques permet de produire plus de biomasse. De même, en annonçant qu'il faut 4 tonnes d'eau pour produire un kg de poulet, il n'expliquait pas que la majorité de l'alimentation de ce poulet « industriel » provient de cultures céréalières utilisant de l'eau de pluie et qu'il existe à côté des poulets de brousse vivant surtout des déchets des familles. Enfin le film était ponctué de points de vue d'experts sans qu'il y ait confrontation entre eux, ce qui permettait à un spécialiste généraliste de la Chine de prédire que les agricultures familiales y seraient remplacées par des agricultures managériales à forts capitaux sans être contestées par ceux qui sont persuadés que seules certaines filières agricoles se prêtent dans certaines conditions à ces mutations privilégiant le facteur capital.

Le second film, plus court, intitulé « Le monopoly de la faim », était encore plus contestable. Il présentait une tentative d'assurer l'Ethiopie contre la famine en déclenchant un financement automatique rapide dès qu'un observatoire des pluies décèle un déficit pluviométrique important, expérience qui échouait après l'abandon de cette assurance au moment où des pluies trop abondantes la rendait ineffective. En toile de fond il y avait des populations affamées attendant des vivres ou du travail contre nourriture dans un pays corrompu et le Programme Alimentaire Mondial pour lequel n'était présenté que l'enjeu d'un besoin de financement croissant.

Le journaliste d'ARTE a présenté l'émission en se polarisant sur l'importance des calories végétales nécessaires pour produire du poulet sans rappeler que ce sont des ruminants pâturent de l'herbe qui nous procurent une grande part des produits animaux que nous consommons; surtout il a conclu en déclarant qu'aucune solution n'avait été proposée par son émission parce qu'il n'y en avait pas.

Il ne faut pas alors s'étonner que le téléspectateur qui en a assez des crashes et des catastrophes annoncées sans solution zappe et que celui qui accepte de se poser des questions se retrouve sans diagnostic clair, ni éléments de solution ; ceci accentue le pessimisme ambiant et démobilise les bonnes volontés. Un autre risque provient de certains invités favoris de nos médias qui se contentent par ignorance, par paresse ou même par malhonnêteté intellectuelle à exploiter des bons sentiments et à désigner des boucs émissaires¹, desservant ainsi les causes qu'ils défendent.

1 Pour Jean Ziegler, ce sont la culture du coton et les agro carburants.

A quand des émissions TV permettant de mieux distinguer ce à quoi il faut résister (par exemple la marginalisation de trop d'agricultures familiales, thème qui était abordé dans le premier film présenté), ce qu'il faut réguler et gérer ensemble (par exemple la viande ou l'énergie produite à partir d'aliments pouvant nourrir aussi des hommes) et quelles utopies peuvent nous mobiliser (par exemple la gestion des ressources naturelles de façon durable par des ruraux rémunérés équitablement) ?

Crise et pauvreté. Les associations de solidarité alertent l'opinion sur l'emploi.

JB de Foucauld (Intervention de à la conférence de presse d'ALERTE du 28 novembre 2008)

1. Même si l'emploi ne règle pas tout, le chômage, lui dérègle tout. Il rend pauvre, sous de multiples formes, des personnes qui ne l'étaient pas. Il rend encore plus difficile à ceux qui sont déjà pauvres de sortir de la pauvreté. Il y avait, selon l'enquête emploi, avant l'aggravation récente de la crise environ 4 millions de personnes qui souffraient d'insuffisance de travail rémunéré : qu'elles ne travaillent pas du tout et cherchent activement (2 millions), qu'elles souhaitent travailler, mais soient trop découragées pour chercher (700 mille) ou qu'elles soient en sous-emploi (près de 1,3 millions). Rappelons en outre que la durée moyenne du chômage est de 14 mois. Ces données vont se dégrader vraisemblablement et accroître la souffrance sociale dans une proportion que les enquêtes trimestrielles emploi préciseront, enquêtes qui sont plus significatives que les inscriptions mensuelles des demandeurs d'emploi à l'ANPE qui monopolisent trop l'attention et l'émotion.

2. Comment réagir à cette situation ? La réponse à la crise financière ne peut être, pour nous, exclusivement institutionnelle et régulationniste. On voit bien que c'est le modèle américain de société individualiste, à faible redistribution sociale, qui a fabriqué des produits financiers toxiques pour se développer, mettant ses propres pauvres, puis ceux des autres pays, en difficultés accrues. On voit bien qu'il y a un autre « vivre ensemble » à inventer, une société plus solidaire, autrement créative, plus sobre, moins injuste, prête à payer le prix d'un droit à l'emploi de qualité pour tous. Essayons donc d'être plus solidaires des demandeurs d'emploi, ceux qui sont déjà là, ceux qui risquent de les rejoindre. De quelle manière ?

3. Je voudrais d'abord plaider pour une chose simple, tellement à portée de mains, qu'on semble l'avoir oublié : l'entraide. Le chômage ne suscite pas l'entraide. De manière quelque peu diabolique, il génère l'évitement et casse le lien social au moment où on a le plus besoin de lui. De cela nous sommes tous responsables et on ne le dit pas assez. On n'appelle pas suffisamment à l'entraide face au chômage. Si on ne veut pas retrouver l'emploi par la dérégulation du marché du travail, il faut susciter du capital social pour soutenir l'initiative des demandeurs d'emploi et pour les accompagner dans leurs efforts. On a besoin d'entraide informelle (écoute, amitié, maintien de relation) et d'entraide organisée. Le chômage est un phénomène complexe : seul, il est difficile d'aider. Dès que l'on se regroupe, dès que l'on s'organise, on devient créatif et efficace. C'est la leçon des multiples expériences associatives d'aide à l'emploi. Mobilisons-nous donc auprès d'elles. Ce sera avoir une bonne façon d'inciter les entreprises, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics à faire plus et mieux.

4. Dès lors, en effet nous pouvons demander aux entreprises d'élever le niveau de leur responsabilité sociale, aux sociétés de ne pas chercher à rétablir des taux de rentabilité exagérés, aux banques de supprimer les bonus avant de supprimer des emplois, aux dirigeants qui sont amenés à licencier de prendre leur part du fardeau en réduisant leurs rémunérations exagérées.

5. Aux partenaires sociaux qui négocient la nouvelle convention de l'assurance-chômage, nous demandons de faire jouer à cette institution son rôle d'amortisseur, alors qu'elle a souvent dans le passé joué un rôle pro-cyclique. Nous demandons que les ressources actuelles soient maintenues, que le projet de transfert de cotisations à l'assurance vieillesse soit différé, que les contrats de travail de courte durée bénéficient d'une meilleure couverture et que les jeunes, non bénéficiaires du RSA, soient mieux assurés.

6. A l'Etat, nous demandons :

- la mise à disposition des acteurs de terrain de contrats de travail aidés en nombre suffisant et de bonne qualité, c'est-à-dire à plein temps, d'une durée suffisamment longue, et assortis d'une formation permettant le retour des bénéficiaires à l'emploi ordinaire ;
- l'attribution à un « Pôle emploi » des moyens nécessaires pour développer une offre de service de qualité, élargie notamment en direction des allocataires du RSA ;
- que le guichet des exonérations de charges pour les heures supplémentaires soit désormais limité à ses actuels détenteurs.

7. Aux collectivités locales, mobilisées pour l'insertion, nous demandons en outre qu'elles aident localement les demandeurs d'emploi à s'organiser afin qu'ils soient effectivement en mesure de pouvoir participer activement à la détermination et à l'évaluation des politiques qui les concernent.

Informations diverses

- Parution du livre de JL Sanchez « *Pour une république des maires! Le vivre ensemble à l'épreuve de la crise* », chez l'Harmattan.
- Week-end national organisé par la Vie Nouvelle les 7 et 8 février 2008 à Marly-Le-Roi : « *Quelle Europe de solidarités face à l'urgence économique, écologique et sociale ?* ». Tous les détails sur le site de LVN
- L'association Initial (née à l'initiative de Maurice Bellet) organise une rencontre les 24/25 janvier « *Devenir soi dans le monde contemporain* », avec la participation de Marcel Gauchet. Inscription avant le 5 janvier au 01 46 65 02 67 ou en contactant : marieclaudeljolly@laposte.net.
- Article critique d'André Tosel sur les idées de Marcel Gauchet :
Version courte : <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=291>
Version intégrale : <http://revuedeslivres.net/articles.php?id=297>